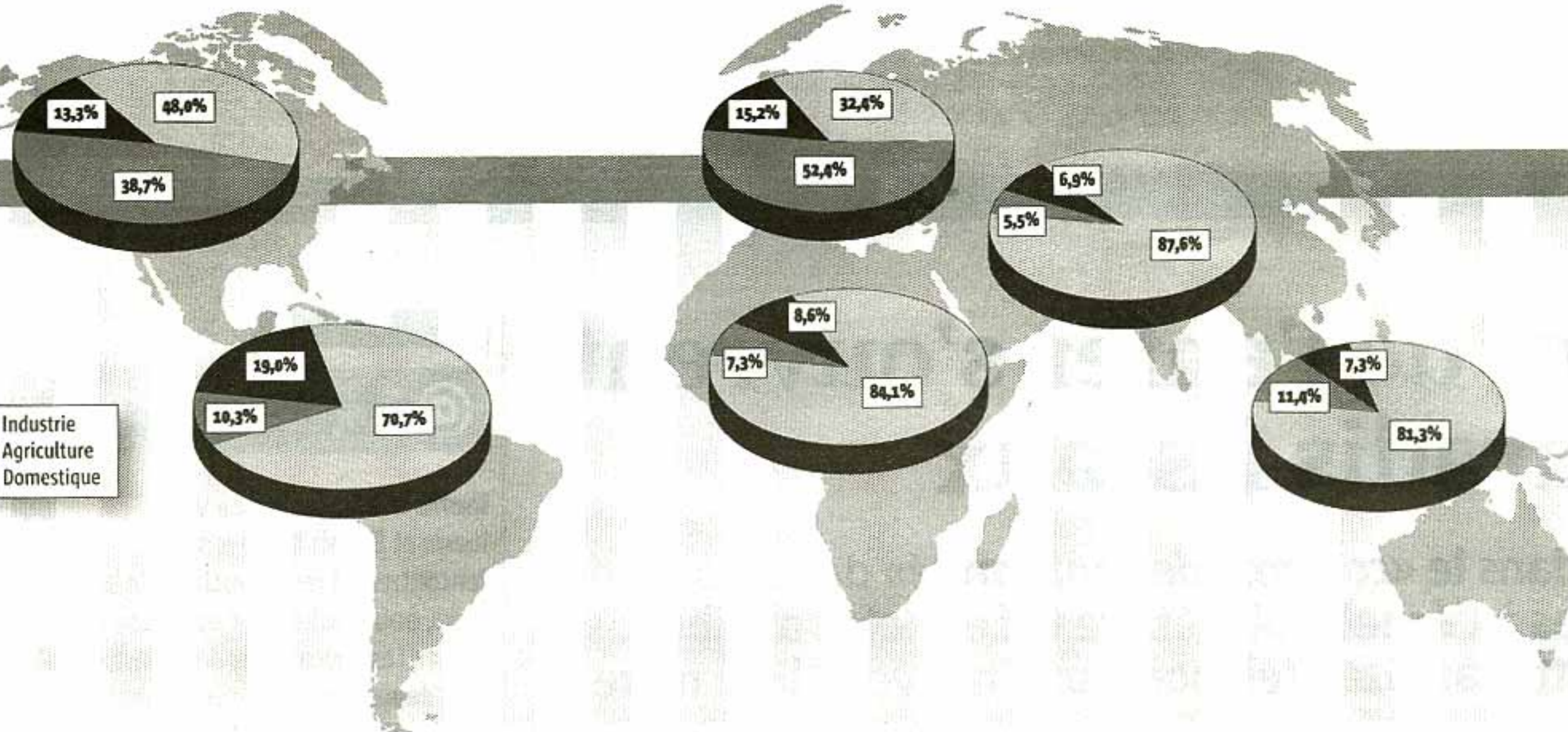


Répartition mondiale de l'utilisation de l'eau

■ Industrie
■ Agriculture
■ Domestique



(SOURCE : FAO)

À qui profite cette source de vie ?

- Célébration aujourd'hui de la journée mondiale de l'eau
- Les enjeux capitaux au niveau mondial

PAR HATIM KHALID

L'eau, pétrole du XXI^e siècle ? Propulsée sur le devant de la scène, la journée mondiale de l'eau, qui a lieu le 22 mars de chaque année, vise à faire trôner ces trois lettres au sommet des préoccupations des décideurs politiques et de l'opinion publique mondiale. «*En cette journée mondiale de l'eau, j'exhorte les gouvernements, la société civile, le secteur privé et toutes les parties prenantes à placer l'objectif «De l'eau propre pour un monde sain» au tout premier rang de leurs priorités*», annonce Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco.

Saumâtre, verdâtre, grisâtre...

Pourquoi ? De par sa nécessité à la vie sur notre planète, sa raréfaction et sa contamination qui sont en passe de devenir une réalité conjoncturelle pour de nombreux pays en Afrique, dont le Maroc à l'horizon 2025, la préservation de cette ressource est un enjeu majeur sur le plan économique et social, mais aussi écologique et politique. Laissons parler les chiffres. Plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde vivent sans installations sanitaires et quelque 884 millions n'ont tout simplement pas accès à l'eau. Selon plusieurs études menées autour du sujet, le Maroc est l'un des pays qui seront confrontés à une crise hydrique majeure. Raréfaction et dégradation de l'eau sont les points de mire. De plus, une compétition croissante entre les divers usages de l'eau (agriculture, indus-



Le Maroc est l'un des pays qui seront confrontés à une crise hydrique majeure. (PHOTO : DR)

trie, besoins domestiques), au risque de rester partiellement débridée, risque d'accélérer cette tendance.

En matière d'eau, faisons-nous assez ?

Globalement, il est possible d'économiser, grâce à une gestion rationnelle de la ressource, plus de 84 mil-

liards de dollars. Seul et récurrent hic, le financement. Seul, car du côté de la R&D, les avancées technologiques et scientifiques permettent de préserver de la pollution les eaux de surface et les eaux souterraines. Récurrent, parce qu'en dépit du «buzz» mondial que génère cette épineuse question, le financement

n'a pour autant jamais suivi.

Au Maroc, l'agriculture est vorace en eau, à l'instar des chiffres planétaires en la matière avec près de 85% des ressources consommées. Faut-il en optimiser la gestion ? L'évidence s'impose depuis une décennie déjà. À l'occasion de la journée mondiale de l'eau pour 2010, le ministère de l'Agriculture multiplie les consultations et les échanges, notamment avec le Japon et l'Australie, afin de décrocher une assistance technique en gestion et optimisation de l'eau servant à l'irrigation, ces deux pays étant très avancés dans l'optimisation de l'eau utilisée par l'irrigation. On en saura plus dans les semaines à venir. D'ailleurs, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) vient d'octroyer au Maroc un prêt de 1,4

L'agriculture marocaine est vorace en eau, à l'instar des chiffres planétaires, avec près de 85% des ressources consommées.

milliard de dirhams. Cette manne est destinée au financement de la construction de stations de traitement et de renforcement de la production et de l'adduction au réseau d'eau potable. Et ce, à partir de ressources en eaux superficielles comprenant des prises sur des barrages et des stations de traitement. Parallèlement, le Maroc a annoncé, jeudi dernier à Washington, la tenue, en mars 2012 de la prochaine édition du Grand prix mondial Hassan II de l'eau. Cela reflète une prise de conscience pour nos institutionnels. À condition que ce ne soit pas uniquement pour épater la galerie.



Driss Sedraoui,

Secrétaire général de l'ODT - Secteur ONEP

«Les efforts doivent être homogénéisés»

PROPOS RECUEILLIS PAR H.K

Les Échos : Est-ce qu'aujourd'hui au Maroc, nous pouvons dire que la gestion de l'eau se fait de manière efficiente ?

Driss Sedraoui : Il est indéniable que la question est traitée sérieusement. En revanche, en termes d'efficience, il y a des efforts à faire. Par exemple, la construction de barrages ne s'accompagne que rarement par la réalisation des infrastructures parallèles comme les sous-stations d'épuration et les stations de traitement de l'eau. À mon sens, les efforts ne sont pas homogénéisés. Ce qui ne donne pas au final une gestion rationnelle et efficiente.

On parle de beaucoup de fuites dans les réseaux d'irrigation et d'eau potable, qu'en est-il ?

Il y a effectivement d'énormes pertes que ce soit au niveau du réseau de l'ONEP ou de celui des régions. Un travail pharaonique difficile à quantifier. Toutefois, on peut orienter nos efforts et actions afin de juguler un phénomène qui prend de l'ampleur : celui des puits qui équipent les villas. Ils se propagent d'une manière fulgurante devant le silence des autorités. Il faut absolument accroître la surveillance et maîtriser la montée en puissance de ce phénomène, autre source de gaspillage de cette ressource précieuse. À titre d'exemple, la nappe phréatique de la région de Marrakech souffre de sérieuses déficiences à cause de l'utilisation abusive et inconsciente des grands consommateurs suite à la multiplication des forages de puits (hôtels, riads, golfs, villas...).

Une source de profits, aussi

Que les grandes multinationales de l'eau aient l'expérience et le savoir-faire de la captation et de la distribution, nul n'en doute. Au Maroc, les prix sont supérieurs dans les communes qui ont délégué leur service d'eau et

d'assainissement au secteur privé. Pour des villes comme Casablanca, Tanger ou Rabat, qui représentent réunies quelque 15% de la population marocaine, on mesure l'ampleur de ce surcoût. Quant à leur capacité de proposer une

gestion durable de la ressource, il est permis d'en douter. Et pour cause, Suez, Veolia et compagnie ne font pas de cette problématique leur objectif. Leur rôle, c'est de réaliser un profit dans le cadre d'un service lucratif de distribution d'eau. La carotte

est immense, un trillion de dollars de volume d'affaires potentiel à l'horizon 2030 pour cette activité. Du coup, les Japonais veulent s'y engouffrer et disputer ne serait-ce qu'une petite part aux géants mondiaux Suez et Veolia.